

Mais ce n'est pas simplement parce que les Canadiens formaient désormais une nation qu'ils allaient cesser d'aspirer à la «constitution parfaite».

D'ailleurs, il y avait un problème technique plutôt gênant : en effet, la Constitution du Canada était en fait une loi britannique. Ce problème est resté sans solution pendant 115 ans, jusqu'au jour où la *Loi constitutionnelle de 1982* a permis de rapatrier la Constitution canadienne. Seulement, ce rapatriement n'en était pas tout à fait un, puisque l'une des principales provinces, le Québec, a refusé d'en accepter les modalités.

En guise de réconciliation nationale, notre parti et notre Premier ministre se sont engagés à tout faire pour ramener le Québec dans le giron constitutionnel.

En décembre 1985, lorsque les séparatistes du Parti québécois ont été défaits par le Parti libéral du Québec, le nouveau gouvernement provincial a remplacé les 22 conditions constitutionnelles du gouvernement péquiste sortant par 5 propositions précises. Ce sont ces mêmes propositions qui ont formé la base de ce que l'on appelle la «Ronde Québec». Ajoutons qu'un accord de principe a été conclu avec le gouvernement fédéral et les 10 provinces lors d'une réunion au lac Meech, en avril 1987.

Et c'est alors que le syndrome de l'impasse constitutionnelle - unique du Canada - a commencé à prendre des proportions démesurées. Selon de mystérieuses règles constitutionnelles, il fallait que certaines propositions du lac Meech soient approuvées à l'unanimité par le Parlement fédéral et par les 10 législatures provinciales dans un délai de 3 ans.

Mais au Canada, les gouvernements n'ont pas de mandat fixe, de sorte qu'il se pouvait très bien que les promoteurs de l'accord ne soient plus là au bout de ces trois ans. C'est ainsi que ce que l'on croyait une simple affaire conclue est devenu l'objet d'une foule de questions nationales, provinciales et locales, et qu'en juin 1990, l'Accord du lac Meech s'est désagrégé.

Après quoi, tout le monde s'est mis à disséquer l'Accord, à tirer ses propres conclusions et à créer de nouvelles alliances, plongeant ainsi le Canada dans un tourbillon d'émotions et un véritable cauchemar politique.

Deux nouveaux partis ont fait leur apparition : le Bloc québécois, ouvertement séparatiste, et le Reform Party, de l'Ouest canadien.

Pour aggraver les choses, le Canada, en même temps que d'autres pays industrialisés, a vu son activité économique ralentir considérablement après six ans de croissance soutenue, de sorte que les traditionnels renforts entre l'économie et la politique n'ont rendu que plus hostile l'arène du renouveau constitutionnel.